

Comment un militaire a-t-il pu se faire dérober son arme à Orly ? La faute à Hollande et Cazeneuve !

écrit par Christine Tasin | 18 mars 2017

Le fait-divers qui s'est déroulé ce matin à Orly s'est bien terminé, fort heureusement. Le forcené a été abattu, ça fera des économies de juges, d'éducateurs, de psychologues, de policiers et autres gardiens de prison, et peut-être même que ça fera un consommateur de viande halal de moins en taule.

<http://www.ouest-france.fr/terrorisme/aeroport-d-orly-un-homme-abattu-apres-avoir-derobe-l-arme-d-un-militaire-4867963>

Un militaire de Sentinelle a une lourde responsabilité et il fait un travail épuisant nerveusement. Et il a de moins en moins de temps de repos et de formation, alors patrouiller en ayant l'oeil à tout, en étant sur le qui-vive à chaque seconde... C'est difficile. Merci à eux d'être là.

Alors on peut comprendre qu'au bout d'un certain temps l'attention puisse se relâcher, qu'une jolie fille qui passe détourne un dixième de seconde le regard d'un de nos jeunes gars. Parce qu'ils sont jeunes, les militaires de Sentinelle.

Mais cela ne suffit pas à expliquer...

L'explication est sans doute ailleurs. Nos policiers, comme nos militaires, n'ont pas la formation et l'entraînement qu'ils devraient avoir. Parce que le gouvernement les leur refuse.

Nous avons régulièrement des témoignages de policiers qui, pour garder la main, sont obligés de se payer leurs cartouches

parce qu'ils n'ont droit qu'à un nombre plus que minime.

En 2014 les policiers n'avaient plus droit qu'à 3 séances de tir par an, et ne pouvaient tirer plus de 16 balles à chaque séance. Les tireurs sportifs qui foncent au stand dès qu'ils peuvent, au moins une fois par semaine apprécieront l'entraînement et l'efficacité des policiers formés de cette façon.

Article du Figaro en 2014 :

La police rationne ses cartouches pour faire des économies

Limite à 16 balles par séance

INFO LE FIGARO – L'approvisionnement de la police en munitions est rationné en cette fin d'année. Lors des séances d'entraînement de tir à Paris, le nombre de cartouches tirées sera limité dans les chargeurs.

Le document dont *Le Figaro* a eu connaissance fait des gorges chaudes dans les commissariats. La préfecture de police de Paris vient d'adresser une note à ses grands directeurs de la sécurité de proximité de l'agglomération, de la police judiciaire et du renseignement notamment, pour leur annoncer le rationnement des munitions d'entraînement des policiers, quels que soient leurs services.

Cette décision se justifie par des «mesures d'économie». Au risque de donner de la consistance aux critiques récurrentes des syndicats sur la baisse des moyens accordés aux fonctionnaires. Déjà un responsable syndical à la PJ s'interroge: «Comment garantir un niveau de sécurité maximum en limitant les conditions réelles de tir pour tous les agents? Que se passera-t-il si un gardien de la paix mal assuré tombe nez à nez avec de vrais braqueurs qui font feu en pleine rue, comme cela s'est vérifié récemment encore près des Champs-Élysées?»

Dans cette note, datée du 27 octobre 2014, sur les «modalités d'utilisation des munitions d'entraînement», la direction des ressources humaines de la Préfecture de police fait d'emblée

état de «contraintes actuelles qui touchent l'approvisionnement en cartouches d'entraînement au niveau national». Le problème dépasse donc le simple cadre parisien. «Dans ce contexte, explique le rédacteur du document, **il a déjà été décidé, temporairement, de limiter aux trois tirs réglementaires le nombre annuel de séances de tir de chaque fonctionnaire de police**». Avec deux exceptions toutefois: «la nature spécifique des missions» de l'agent (exemple: un membre d'une unité d'élite comme l'Antigang) ou «une maîtrise de l'arme jugée insuffisante par le moniteur de tir».

Par ailleurs, le préfet de police de la capitale, **Bernard Boucault**, a retenu le principe de «**limiter à 16 (8 par chargeur) le nombre de cartouches tirées dans les armes de dotation individuelle lors des 2e et 3e séances d'entraînement au tir réglementaire**». Jusqu'alors, les agents avaient droit à trois séries de 30 balles pour s'entraîner.

En 2015

La formation au tir est une des hontes de notre pays.

Extraits

« **L'Essor** ». – **Les gendarmes des brigades sont-ils suffisamment formés, selon vous ?**

Me Liénard. Qu'il s'agisse de la Police ou de la Gendarmerie, la formation est la honte de notre pays. On donne une arme aux gens sans les former ni les informer, alors que c'est une composante de l'uniforme qui va servir potentiellement à sauver leur vie. On ne met pas du tout les moyens qu'il faut, même en formation initiale. Regardez une séance de tir : on leur donne une position figée et un nombre de cartouches extrêmement réduit, alors qu'il faudrait habituer les gendarmes à manipuler leur arme le plus souvent possible. Si on vous donne une nouvelle moto, il faut 2 000 km avant de savoir la manier. La formation passe par un phénomène de sevrage. Il faut tirer beaucoup pour comprendre comment cela fonctionne et pour avoir l'arme en main. Au FBI, les gens qui ont du mal avec leur arme se retrouvent avec cette dernière scotchée dans la main pour r'apprendre à vivre avec. C'est excellent ! Il faut dédramatiser l'outil et apprendre à s'en servir.

Tirer, c'est compliqué, et bien tirer, encore plus.

[...]

Me Liénard. Je pense que si un gendarme connaît exactement son arme, ses capacités, et qu'il est à l'aise avec, il la porterait déjà chargée, c'est-à-dire prête à tirer. De nombreux gendarmes préfèrent porter leur arme non chargée. C'est très dangereux. Et, en cas de besoin, ils n'auront pas forcément la deuxième main libre. Si, dans la panique, ils tirent et que rien ne se passe, la panique sera encore plus grande.

« **L'Essor** ». – **On ne peut transformer chaque gendarme en spécialiste du tir...**

Me Liénard. Non, mais ils pourraient tous s'entraîner à la Fédération française de tir. Une licence, c'est 150 euros par an, et une heure d'avocat, c'est 300 euros. Si vous passez devant une cour d'assises, il va vous en falloir, des heures. On estime qu'un tel procès coûte entre 30 000 et 50 000 euros !

Entraînez-vous. Quand on est gendarme, on ne boxe jamais assez, on ne court jamais assez, et on ne tire jamais assez.

<http://lessor.org/les-armes-de-poing/>

En 2016

Le règlement prévoit que les policiers doivent consacrer 12 heures par an (une journée et demie seulement !) à l'entraînement... et recevoir 30 cartouches pour chacune des 3 séances minimum d'une heure réparties au cours de l'année.

Pas réjouissant tout cela... Parce que les restrictions évoquées ci-dessus pour les policiers sont les mêmes pour les militaires...

La France sous Hollande s'est sur-endettée pour accueillir et aider des délinquants, pour aider des pays musulmans comme l'Algérie et le Maroc mais a réduit encore tout ce qui concerne son devoir régalien, la sécurité.

Opération sentinelle

Entre 7500 et 10000 soldats sont mobilisés par l'opération

Sentinelle (merci les terroristes musulmans, merci Hollande qui laisse ouvertes nos frontières, merci Hollande qui utilise le temps des policiers et des juges pour poursuivre les islamophobes au lieu de mettre le paquet sur la lutte contre le terrorisme...).

Et ces militaires sont désabusés, découragés :

TÉMOIGNAGES- Routine, sentiment d'inutilité, manque de reconnaissance, défaut d'entraînement : le plan Sentinelle a changé la vie des militaires. Nombre d'entre eux sont lassés d'un métier qui ne ressemble pas à ce dont ils avaient rêvé. Certains ont même claqué la porte de la grande muette.

Il n'y a pas de syndicats dans l'armée. La grande muette serre donc les dents, et peine à faire entendre sa douleur. Pourtant, depuis plus d'un an et demi que dure [le plan Sentinelle](#), mis en place en janvier 2015 après les attentats de *Charlie Hebdo*, nombreux sont les soldats à être lassés d'un métier qui ne correspond pas à ce pourquoi ils s'étaient engagés. L'été 2016 a été celui de la surchauffe: après l'attentat de Nice, le plan Sentinelle a été prolongé tout l'été pour 10.000 hommes , ce qui a occasionné des suppressions des congés, des annulations de permissions. Certains soldats en ont tellement assez qu'ils décident de quitter l'armée.

Sentiment d'inutilité et manque de reconnaissance

C'est le cas de Benoît, 24 ans, qui avait signé pour cinq ans en tant que militaire de rang. En septembre 2016, il a quitté l'armée. «J'ai été dans un lycée militaire, mon père est militaire, j'ai toujours voulu faire l'armée, pour servir mon pays, pour faire un métier qui sorte de la routine», explique-t-il. «Quand on regarde les spots de recrutement de l'armée de terre, on a l'impression d'un métier qui bouge, mais on déchanté rapidement.» Au début de son contrat, le jeune homme trouvait son travail «intéressant». Il est parti en mission en Nouvelle-Calédonie, en Centrafrique. Après [les attentats de janvier 2015](#), c'est devenu «l'enfer». «**On a commencé à enchaîner les missions Vigipirate dans des conditions difficiles. Parfois, on s'est retrouvé à dormir à huit dans 8m2**», raconte-t-il. Idem pour François*, 26 ans, sergent, pour qui le plan Sentinelle a été «la goutte d'eau qui fait déborder le vase». Lui aussi n'a pas renouvelé son contrat, et s'est reconverti dans l'immobilier. «Quand j'ai signé, on m'avait fait croire que j'allais partir à

l'extérieur si j'étais bon. J'ai fini major partout et ne suis parti qu'une seule fois en cinq ans. On m'a gardé pour former les troupes.» «Vigipirate pour nous, c'est l'horreur», résume-t-il. «Quand tu es en Opex loin de ta famille, tu tiens le coup parce que tu es éloigné, mais quand tu es seulement à deux cent bornes de chez toi et que tu ne peux pas bouger, c'est beaucoup plus dur moralement.» «Il y a un ras-le-bol général», assure le jeune homme, ajoutant: «Je connais des gens qui ont quinze ans d'armée, qui connaissent leur métier, mais qui pètent les plombs.» «Beaucoup voudraient partir, mais ils sont trop vieux, ou ont une famille à charge» confirme Benoît, qui s'est reconverti lui, dans l'hôtellerie.

Rémi*, 27 ans, a lui carrément rompu son contrat au bout de trois ans, ne pouvant plus supporter le quotidien d'un soldat du rang. «Je n'ai jamais sauvé la patrie, on fait de la figuration.» «On n'a pas signé pour ça, c'est du boulot de vigiles», dit-il, pestant contre l'inutilité du plan Sentinelle: **«Si on nous agresse, on n'a même pas le droit de riposter, pas le droit de fouiller une voiture, d'arrêter des gens»**. Les militaires ont pour consigne de n'utiliser le feu qu'en dernière instance, privilégiant la neutralisation à mains nues. En cas de positionnement statique, ils n'ont même pas le droit de poursuivre leurs éventuels assaillants. La seule fois où un militaire en plan Vigipirate a utilisé son arme en deux ans, c'est à Valence, au début de l'année 2016, [lorsqu'un un homme a foncé sur des soldats avec une voiture](#). Les Sentinelles étaient devenues des cibles.

Outre leur sentiment d'inutilité, les jeunes hommes pointent du doigt «le manque de reconnaissance». «Jamais un merci, des gens qui te crachent dessus», raconte François. «Les seuls remerciements que j'ai eu, ce sont des anciens militaires à la retraite ou des touristes étrangers pendant l'euro.»

Vers une baisse du niveau général de l'armée?

De nombreux experts militaires, comme Bénédicte Chéron, Florent de Saint Victor, Michel Goya, Elie

« On est en train, lentement, mais sûrement, de perdre tous les acquis tactiques accumulés au Mali et en Afghanistan »

Général Bruno Dary

Tenenbaum, ont critiqué la légitimité et l'efficacité dans la durée du plan Sentinelle. Elie Tenenbaum, auteur d'un rapport de l'IFRI très complet publié en juin 2016 et intitulé [La Sentinelle égarée](#), pointait du doigt un «contexte de frustration lié à des missions peu valorisantes et à la montée des incivilités». «Les militaires n'ont pas le blues seulement parce qu'ils sont sur-sollicités, mais parce qu'ils pratiquent une mission contestée et contestable» rappelle aussi Bénédicte Chéron.

Avant les militaires vivaient selon un rythme ternaire: entraînement /Opex (opérations extérieures) /repos. Avec la généralisation du plan Sentinelle, ils ont basculé sur un rythme quaternaire: entraînement /Opex /repos /sentinelle. Ils passent désormais 50 % de leur temps en opération intérieure et 15 % en opérations extérieures (contre 5 % en opération intérieure et 15 % en opérations extérieures avant 2015). L'entraînement en pâtit sévèrement. «Alors que l'objectif de la LPM 2014-2019 fixait à 90 le nombre de journées de préparation par an, cette moyenne est descendue à 59 en 2015 du fait des engagements intérieurs», écrit Tenenbaum. 70 % des rotations dans les centres d'entraînement spécifiques ont été annulés en 2015.

«On est en train, lentement, mais sûrement, de perdre tous les acquis tactiques accumulés au Mali et en Afghanistan» s'inquiète le général, Bruno Dary. «**La condition physique a baissé. On ne fait plus de sport, les gens sont fatigués**», confirme Benoît, qui a lâché l'armée. «**Il n'y a plus de sélection au niveau du recrutement**», déplore-t-il. «Avant, mon régiment n'acceptait que des E1 [NDLR: les militaires du rang sont classés en trois groupes selon leur niveau E1, E2, E3), aujourd'hui il accepte des E3. C'est la génération Bataclan», ricane-t-il. «Ils s'engagent sur le coup du 'je suis Charlie', mais sur le terrain, il n'y a plus personne. On recrute 50 personnes, et à la fin il en reste 15.»

Le ministère conscient de la lassitude des troupes

La lassitude des soldats du rang est très bien comprise par nombre d'officiers. Ainsi le général Thonier, qui [écrivait en février dernier](#) : «Jamais sans doute depuis la professionnalisation des Armées une opération n'aura été aussi préjudiciable pour l'Armée de Terre» Il ajoutait: «**Sentinelle est destructrice parce cette opération «consomme» des femmes et des hommes qui devraient se former, s'entraîner ou se reposer avant un nouvel engagement**». Un constat que partage le général Bruno Dary, qui reconnaît une «usure des personnels dans des travaux

monotones et peu valorisants. Mais le général tempore: «Il faut faire preuve de discernement, il est normal qu'un soldat protège la France. Ça n'a peut-être pas l'exaltation du Mali ou de l'Afghanistan, mais c'est la terre de nos pères, la sécurité de nos familles et l'avenir de nos enfants.»

«On est conscient de la lassitude occasionnée», nous répond une source proche du ministère de la Défense. précisant que«l'abandon du plan sentinelle n'a jamais été envisagé en haut lieu». «L'opération est plébiscitée par les Français, utile pour la dissuasion et la protection», ajoute-t-on. La Défense évoque également les efforts consentis par l'état: le [passage de l'indemnité journalière de 5 à 10 euros](#), le choix de privilégier la patrouille au statique. Le [recrutement de 11.000 hommes](#), annoncé par le gouvernement en mars 2015, et leur formation, prennent du temps. Les militaires recrutés devraient entrer en service bientôt, ce qui devrait soulager les militaires saturés par le plan Sentinelle.

Jusqu'à quand?

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/09/26/01016-20160926ARTFIG00161-on-n-a-pas-signé-pour-jouer-les-vigiles-ces-militaires-lassés-du-plan-sentinelle.php>

Quand on a lu tout cela, on comprend que des accidents comme celui de ce matin à Orly puissent arriver. Et ils arriveront de plus en plus souvent. Par la faute des salauds et incapables qui nous gouvernent. Ces mêmes salauds qui n'épargneront pas au pauvre gars à qui une ordure à pris son arme les affres de l'enquête et de la critique, voire du procès.